La Grande Relève

MENSUEL DE RÉFLEXION SOCIO-ÉCONOMIQUE

VERS LA DÉMOCRATIE D'UNE ÉCONOMIE DISTRIBUTIVE

FONDÉ EN 1935

«Vous voulez les pauvres secourus, moi je veux la misère supprimée» **V. Hugo.**

N° **1211** septembre-octobre 2019

SOMMAIRE :

• ACTUALITÉ

page 2 Au fil des jours

JEAN-PIERRE MON *note que les banques européennes suppriment des emplois bien qu'elles affichent de confortables bénéfices, parce qu'elles ne veulent pas voir "baisser leurs marges", évoque les problèmes que l'Argentine pose au FMI et cite des chiffres qui préparent l'éclatement d'une "grosse bulle"*

page 3 Qui est utopiste ?

MARIE-LOUISE DUBOIN, *à l'utopisme d'un "prix Nobel d'économie" qui, bien que dénonçant les méfaits dus au* ***pouvoir de marché****, veut pourtant sauver le capitalisme, prèfère le réalisme d'un professeur à l'École d'économie de Paris qui voit la possibilité de construire un socialisme participatif.*

page 5 Le vivant en flammes

ELISABETH PEREDO BELTRAN *pousse un cri du cœur devant le spectacle terrifiant de l'Amazonie en feu. Mais elle pense que les grands prédateurs ne comprendront jamais ce qu'est leur violence contre la nature…*

page 13 Le festival du film engagé

Annonce de projections (dont celle de JOUR DE PAYE, *de F. Ruffin…), suivies de débats.*

• LECTURES

page 7 Courage ou démission

MICHEL BUFFET *salue un livre qui devrait être lu et commenté dans les écoles, les collèges, les lycées, parce qu'il incite à ne pas oublier que nous ne sommes pas une foule d'individus sans autre but que de se laisser mener.*

• RÉFLEXION

page 8 La pénurie volontaire

MICHEL BERGER *jette une bouteille à la mer : accepter de se restreindre pour sauver la planète, renoncer à la recherche de profits immédiats pour avoir une vision à long terme…*

page 11 Les accords de commerce privent les États des moyens nécessaires pour réguler la finance

page 12 Au nom du climat, les pays de l'UE doivent quitter le traité sur la charte de l'énergie.

page 14 Lhomme qui valait cent milliards

Le déblog' de DÉDÉ.

PRIX en FRANCE 3 € **ISSN : 2117-5047, eISSN : 2493-2752** *commission paritaire* N°0420 I 83051

Les banques européennes font pleuvoir les annonces de suppressions d'emploi :
En avril dernier, la Société Générale avait annoncé la suppressions d'environ 1.600 emplois dans le monde, dont 750 en France. Elle vient de présenter un second plan de réduction de ses effectifs, au cours des deux ou trois ans à venir, en dévoilant un projet de restructuration qui entraînera la suppressions de 530 postes dans ses banques de détail en France, dont 170 dans son Siège, place de la Défense et 360 dans ses centres administratifs.
En Allemagne, la Deutsche Bank avait annoncé, en juillet dernier, «*le plus grand plan de restructuration de son histoire*» qui doit entraîner la suppression de 18.000 emplois , soit 20% de ses effectifs. Et comme sa fusion avec la banque du Commerce (Commerz Bank) a échoué, cette dernière est en crise et annonce la suppression de 2.300 emplois, soit une réduction de 10 % de ses effectifs.
En Grande-Bretagne, HSBC, le «*géant bancaire*», qui a supprimé presque 4.000 postes en août dernier, vient d'annoncer qu'il envisage de supprimer son réseau en France, connu sous le nom de Crédit Commercial de France (CCF). Tant pis pour les quelque 3.000 salariés qui travaillent dans ces 264 agences, ce qui compte c'est la rentabilité et HSBC France a enregistré une perte de 17 millions d'euros l'an dernier.
En Italie, la banque Unicredit pourrait, elle aussi, supprimer jusqu'à 10.000 emplois, là encore près de 10% de ses effectifs.
En Belgique, la bancassurance KCB annonce 1.400 suppressions d'emplois.

Or, bien que les intérêts restent bas, que la clientèle fréquente moins leurs agences, dont les métiers s'automatisent, et que les banques américaines de financement et d'investissement leur opposent une concurrence musclée, la plupart des banques européennes continuent pourtant à afficher de confortables bénéfices.
Alors pourquoi ces suppressions d'emploi ?
Le directeur général délégué de la SG répond: «*Depuis la fin du printemps nous avons compris que la Banque Centrale ne remonterait pas les taux d'intérêt fin 2019-début 2020 comme nous nous y attendions*».
Ces taux ne permettent pas aux banques, quand elles ouvrent des crédits aux ménages et aux entreprises, de dégager des marges aussi avantageuses que dans le passé.
Mais pourquoi les gouvernements laissent-ils à des banques privées le privilège d'ouvrir ces crédits afin d'en tirer des intérêts, pour elles et leurs actionnaires ?
N'est-ce pas à l'État de remplir ce rôle et dans l'intérêt de tous ?

***

L'Argentine pose de gros problèmes au Fonds Monétaire International (FMI) : cela fait 21 fois que cette république l'appelle à l'aide pour faire face à sa dette qui devient "hors de contrôle".
Le FMI avait fait confiance au Président Macri, élu en 2015, parce qu'il avait promis d'appliquer ses recettes libérales : supprimer le contrôle des capitaux, mettre fin aux subventions publiques pour l'eau, l'énergie et les transports (dans ce pays où le tiers de la population vit dans la pauvreté) et, pour faire face à son déficit, emprunter dorénavant sur les marchés internationaux afin de ne plus faire appel au FMI, qui lui a donc accordé en juin l'an dernier un crédit de 50 milliards de dollars, porté à 57 milliards trois mois plus tard.
L'Argentine a obéi en suivant ces directives dites du "consensus de Washington" …
Qui se sont révélées désastreuses, car les capitaux, préférant se placer aux États-Unis, ont fui massivement l'Argentine.
Cet échec a entraîné au moins deux commentaires. Celui du directeur des études économiques de l'Ieseg School of Management : «*Le FMI n'a toujours pas tiré les leçons d'autres épisodes du passé*»… Et celui de Stéphane Lauer dans sa chronique économique du *Monde* (10/9/19) : «*La foi que place le FMI dans le pouvoir régulateur des marchés n'a-t-elle pas tenu à nouveau plus de la religion que de la théorie économique ?*»

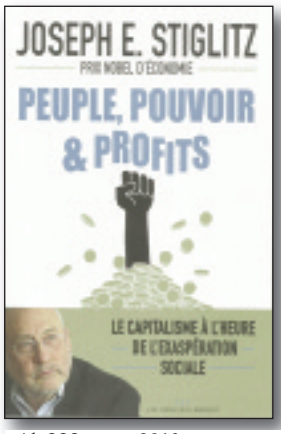
***

Cette même édition du quotidien *Le Monde* signalait un record historique : les entreprises états-uniennes (dont Apple, qui détient pourtant la bagatelle de 200 milliards de dollars) ont émis en une seule semaine (la première de septembre) près de 74 milliards de dollars d'obligations. Et comme ce phénomène s'est propagé dans le monde entier, et sur toutes les classes de dettes, le montant de ce record a atteint 150 milliards de dollars. «*Du jamais vu !*», commentait Philippe Escande, en rappelant que le stock de dette des entreprises états-uniennes a doublé depuis août 2008, dont la moitié sont estimées à peine plus fiables que les obligations à fort risques dénommés "junk bonds". C'est donc encore une grosse bulle qui s'est formée. Et qui va éclater…

Jean-Pierre MON

Qui est utopiste ?

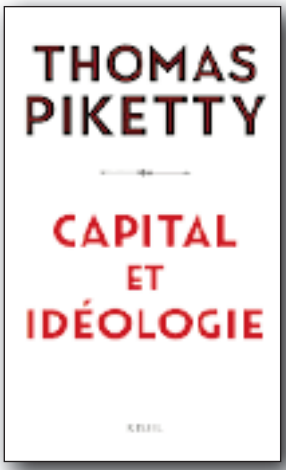
Comment le pays qu'on désigne couramment comme "la plus grande démocratie au monde" a-t-il pu élire comme Président un D. Trump ? Il est vrai qu'en fait, Trump n'a été élu que par 26 % de la population en âge de voter. Mais, comme l'exprime Joseph Stiglitz : «*les dommages à long terme que ce président aura infligés à notre économie et à notre société risquent de les affecter en profondeur*». Et dans son ouvrage *Peuple, pouvoir et profits*[1], l'économiste étatsunien consacre un paragraphe intitulé «*Comment nous en sommes arrivés là*» à répondre à sa propre question. Son verdict est net, je le cite : «*nous avons fait fausse route sur l'économie, sur la politique et sur les valeurs.*» Et en particulier sur l'économie, il résume : «*Nous avons cru que les marchés sans entrave - avant réduction d'impôts et dérèglementation – étaient la panacée qui résoudrait tous les problèmes économiques. Nous avons cru que la finance, la mondialisation et le progrès technologique, par eux-mêmes, apporteraient la prospérité à tous. Nous avons cru que les marchés, laissés à eux-mêmes, étaient toujours concurrentiels… Nous avons cru qu'en recherchant aveuglément le profit on aboutirait au bien-être de la société… Nous n'avons pas compris les dangers de l'argent en politique, le pouvoir qu'il exerce*». Il précise : «*la capacité à maintenir les prix au-dessus des coûts reflète un pouvoir de marché… donc nous n'avons pas compris tous les dangers du pouvoir de marché.*» Il dirige ainsi très clairement son accusation sur ce qu'il désigne par **le pouvoir de marché**, qu'il décrit en lui consacrant un chapitre fort explicite, concluant : «*Les présidents Carter et Reagan, et ceux qui les ont suivis, ont réécrit les règles du capitalisme de telle façon que nous avons une économie plus instable, moins efficace et plus inégalitaire – une économie caractérisée par l'omniprésence du pouvoir de marché*». Ce "prix Nobel d'économie" reconnaît bien que «*le pouvoir de monopole constitue, naturellement, une distorsion de l'économie de marché – il la rend moins efficace*», et donc «*qu'il est essentiel de réformer le secteur financier*» puisque «*avec 5 lobbyistes par membre du Congrès, les 10 plus grandes banques du pays ont eu autant ou plus d'influence que 250 millions d'Américains*».



éd. LLL, sept. 2019, 280 pages, 24€ ttc

Mais hélas, en bon économiste classique, il affirme qu'«*il n'est pas encore trop tard pour sauver le capitalisme de lui-même, de réécrire à nouveau ses règles*» ! Qu'il s'agit "simplement" (!) de «*juguler les pires excès du capitalisme américain du XXIème siècle*», de chercher comment «*réparer la mondialisation*», comment contrer «*le travail de sape contre les institutions publiques que mène Trump*», d'assurer le plein emploi, de réduire l'exploitation, de rétablir l'égalité des chances et la justice sociale, de réduire la discrimination, etc, etc. Donc pas question pour lui d'imaginer une organisation non capitaliste : même la simple idée d'un revenu de base universel «*que quantités de livres préconisent*» est écartée d'emblée, dans une courte note.

L'enquête *Capital et idéologie*, que vient de publier Thomas Piketty, remonte plus le moral. L'économiste français a fait une découverte : les nouvelles technologies permettent à ses collègues de fonder leurs affirmations sur la réalité. L'appliquant, il conclut que la leçon à retenir de l'histoire mondiale des trois derniers siècles est que le progrès humain existe sur la longue durée (en moyenne, le pouvoir d'achat d'un habitant de la planète a augmenté d'environ 0,8% par an), mais qu'il n'est pas linéaire : c'est un combat, qui doit s'appuyer sur une sérieuse analyse de l'évolution passée.



éd. Seuil, sept. 2019, 1232 pages, 25€ ttc

Il en tire une conclusion essentielle : d'autres régimes, plus égalitaires et plus justes, sont toujours possibles. Ce qui l'amène à réfléchir sur l'inégalité qui, dans les "*sociétés de propriétaires*", est «*justifiée par la peur du changement et vise à justifier une forme particulière de domination sociale*» : il lui semble possible de s'appuyer sur les leçons de l'histoire pour dépasser cette attitude «*nihiliste et paresseuse*» et «*définir une norme de justice et d'égalité plus exigeante en matière de régulation et de répartition de la propriété que la simple sacralisation des droits issus du passé… C'est sur cette base*, précisait-il dans *Le Monde* du 16/9…*que peuvent se construire des idéologies et des mouvements politiques novateurs en ce début de XXI° siècle…*»

Alors, soyons optimistes, nous les distributistes si souvent qualifiés d'utopistes : car voilà que c'est un professeur à l'École d'économie de Paris qui suggère de construire, au niveau européen, un socialisme participatif.

Marie-Louise DUBOIN

IL y a quelques jours je me suis connecté au site internet de la NASA qui diffuse presque heure par heure une carte présentant les incendies dans le monde[1]. Le spectacle est terrifiant, notre planète est en feu... Mais c'est en Afrique et en Amérique du Sud que la catastrophe prend des proportions réellement gigantesques. En Amazonie ce «poumon vert de la planète», refuge d'une biodiversité exceptionnelle, les dégâts sont déjà irréparables. Ces incendies ne sont pas accidentels, ils font partie d'un plan de pillage visant à développer l'exploitation pétrolière, les cultures industrielles... Les conséquences pour les populations locales, soudain privées de l'environnement nécessaire à leur vie, sont dramatiques et il ne me semble pas excessif d'évoquer un véritable génocide comme cela s'est déjà produit à de nombreuses reprises sur ce continent martyrisé, en Amérique du Nord mais aussi, et cela est trop souvent oublié, en Patagonie, dont les derniers représentants des populations locales se sont éteints en 1947.

Aussi lorsqu'un ami, universitaire étatsunien, m'a transmis le magnifique texte ci-dessous j'ai immédiatement compris que je devais le traduire afin qu'il soit publié dans La Grande Relève. Il s'agit d'un cri de rage et de désespoir émanant d'Elizabeth Peredo Beltran, une psychosociologue bolivienne, qui est aussi une militante pour l'égalité des sexes et pour l'écologie, collaborant régulièrement avec le Bolivian Observatory on Climate Change. En Bolivie le pire réside dans le fait que cette politique de destruction systématique est mise en œuvre par le Président Morales, le premier autochtone à accéder au pouvoir et qui représentait une grande espérance pour l'ensemble du continent sud-américain.

Alors on dit qu'un texte ne doit pas désespérer le lecteur, qu'il doit offrir des ouvertures, des pistes à suivre, mais je me demande avec Elizabeth Peredo Beltran si nous aurons la force, si nous aurons le temps d'infléchir la trajectoire suicidaire d'une espèce qui prétend maîtriser la nature mais se révèle incapable de contrôler ses pulsions meurtrières, son avidité sans limite.

Pourtant les mises en garde n'ont pas manqué, certaines venues d'un lointain passé. En témoignent ces vers, étrangement prophétiques, rédigés il y a environ 2.600 ans par Lao-tseu, fondateur présumé de la philosophie taoïste :

> Quiconque veut s'emparer du monde et s'en servir
> Court à l'échec
> Le monde est un vase sacré
> Qui ne supporte pas qu'on s'en empare et qu'on s'en serve
> Qui s'en sert le détruit
> Qui s'en empare le perd.

Bernard BLAVETTE

———

1. Pour consulter cette carte il suffit de taper « NASA fire map ». Nous ne pouvons la publier dans nos colonnes pour des questions de droits d'auteur.

2. Ces vers sont extraits du Tao-tê-king (La Voie et sa vertu) principal ouvrage du Taoïsme qui a connu une prodigieuse influence dans la Chine ancienne. Une traduction est publiée aux Editions du Seuil/Point.

Le vivant en flammes

L'auteure de ce texte, Elisabeth Peredo Beltran, est psychologue, écrivaine et militante en ce qui concerne l'environnement et les discriminations sexuelles. Elle est associée à l'Observatoire bolivien sur le changement climatique en tant que chercheur indépendant.

Aujourd'hui je suis submergée par la rage, la tristesse et le désespoir. L'Amazonie est en feu, la Chiquitania[1] est gravement atteinte et nos espoirs pour la Bolivie et le monde sont réduits en cendres.

Je ne sais pas si ce désarroi peut encore laisser place à l'espoir. Pour le moment, il n'y a seulement que la tristesse et les larmes amères que je ne peux retenir. Cette profonde tristesse se mêle à l'amertume de devoir chaque jour respirer l'air empoisonné des grandes villes, boire une eau de qualité douteuse issue d'un approvisionnement de plus en plus précaire, tout en sachant que la nourriture sur notre table est contaminée par des substances chimiques invisibles mais toxiques. Cette impression de vulnérabilité, qui semble s'amplifier sans cesse, découle aussi des crimes perpétrés contre les femmes, du trafic d'enfants, garçons et filles, du développement de la violence machiste que l'on constate partout sur la scène politique surréaliste et cynique qui pend comme une corde absurde autour de nos cous. Je me sens de plus en plus prisonnière de décisions irresponsables, stupides et arbitraires qui conditionnent nos vies, la mienne et celles de ceux que j'aime.

Nous sommes victimes d'un pouvoir qui s'impose à nous par des lois largement médiatisées mais inefficaces et des supercheries grotesques, qui nous trompe par des déclarations fallacieuses, cela orchestré par un État fantoche, miné par des intérêts financiers se réclamant de lois économiques intangibles, avides de croissance infinie, qui aspirent à une modernité phallocratique reposant sur des egos exacerbés, l'ignorance du plus grand nombre, des ambitions insatiables et la tromperie. Il s'agit d'une "élite" qui a le pouvoir de définir ses zones de pillage depuis un fauteuil confortable ou à bord d'un hélicoptère privé. Cette dévastation à visées exclusivement utilitaristes, perpétrée dans l'indifférence générale, débouche sur une vie "hors sol" totalement déconnectée de la réalité car, comme le souligne Eliane Brum[2], l'inconscience et la soif de pouvoir du capital reposent sur un désir obscène d'exercer une discipline et un contrôle absolus sur tous les êtres vivants, les femmes, les hommes, les enfants, les animaux, les forêts, et même sur les territoires et leurs ressources aquifères.

J'aimerais croire que notre colère et notre tristesse d'aujourd'hui contiennent quelques traces d'espoir obstiné, signes de notre empathie pour l'immense territoire amazonien en souffrance auquel nous rattache la Chiquitania. Des milliers d'animaux brûlés, des milliers de personnes sinistrées, des millions d'arbres carbonisés, plus d'un million d'hectares réduits en cendres.

Notre Grande Maison est en flammes.

La destruction incessante de la forêt du Chiquitano et de l'Amazone, causée par la déforestation, nous condamne à une mort lente, ignorée volontairement par ceux qui nous ont conduits à cette catastrophe. La forêt du Gran Chaco Chiquitano et l'ensemble de l'Amazonie ont été jusqu'ici une source de vie parce qu'ils garantissent les cycles de la biodiversité et de l'eau, ainsi que la régénération de notre atmosphère menacée par la pollution. L'Amazonie est une source d'eau magique et généreuse pour le continent car les arbres produisent de l'humidité sous forme de nuages que les vents entraînent vers d'autres régions, apportant ainsi des pluies bienfaisantes. Antonio Nobre[3], qui étudie l'Amazonie avec passion, affirme que ces nuages, produits par la magie et la générosité des arbres, pourraient disparaître du fait de la déforestation et que ces grands poumons d'air et de vitalité pourraient entamer un processus d'autodestruction irréversible si la déforestation dépassait une certaine limite.

Ce cadeau de la terre, invisible comme les peuples indigènes qui prennent soin de la forêt et la protègent, invisible comme le travail des femmes en faveur de la vie, invisible comme la force collective des peuples qui se rassemblent dans une coopération souvent méconnue, a été détruit.

En ce qui concerne la Bolivie, les décisions du Président Morales et du Vice-Président Garcia ● ● ●

Linera ont entraîné une spoliation des terres et la destruction d'un tissu social exceptionnel, sans précédent. Leur pari sur l'éthanol, le soutien accordé à l'agriculture OGM et à l'expansion des terres cultivées, l'encouragement au développement de l'élevage à grande échelle destiné à exporter de la viande vers la Chine, la dérégulation des limites pour les petites exploitations, leur politique visant à développer l'extraction du gaz et du pétrole dans les forêts boliviennes, ainsi que l'exploitation du pétrole "non conventionnel" vont main dans la main avec la récente approbation de la loi 741 et du décret 3973 qui autorisent les "brulis contrôlés" permettant d'étendre les terres cultivables. Tout cela dans une période de grave crise climatique. L'effet cumulé de toutes ces décisions nous a conduits au désastre.

La Bolivie n'a probablement jamais connu, jusqu'à ce jour une telle violence contre la nature. Et les auteurs de ces politiques désastreuses semblent indifférents quant à leurs conséquences. Ici réside le plus grave danger : cette indifférence pour les ravages causés par leurs propres choix, ce manque de limites, conséquence d'une culture de l'impunité liée au fonctionnement bureaucratique de l'État plurinational, c'est ce que la philosophe Hannah Arendt appelait "la banalité du mal".

Nous sommes comme des morts vivants : «*quelque chose est en train de nous arriver*» disent les gens «*et nous ne réagissons pas, alors qu'auparavant un simple cri pouvait déclencher une rébellion*». Aujourd'hui, nous sommes subjugués par les mécanismes d'une structure de pouvoir arrogante, soutenue par des orateurs populistes. Alors que presque tout a été détruit, les principaux coupables de cette tragédie imaginent une «*vérité alternative*» dans un style hollywoodien pour tenter de sauver les apparences. La tragédie de l'incendie et de la dévastation est masquée par la mise en scène d'un avion Supertanker arrivant des États-Unis pour sauver du feu un "petit village". Le "changement climatique" est maintenant omniprésent dans la bouche de ceux qui, autrefois, le niaient, mais sans aucune influence sur leurs futures décisions.

L'histoire peut parfois être impitoyable et Morales laissera pour toujours le triste souvenir du plus grand prédateur indigène de l'Amazonie et du Chaco. Cette tragédie, provoquée par ses ambitions politiques et économiques, gouvernées par son ego et son autoritarisme, doit être rapportée et expliquée aux générations futures. Nous ne devrons jamais oublier cette tragédie afin d'être en mesure de prendre soin, de restaurer et de protéger le peu qui demeure encore. Nous devrons nous souvenir que ce qui importe ce n'est pas le faux intellectualisme de Garcia Linera et de ses semblables qui ne sert qu'à masquer l'injustice et la destruction, mais une juste connaissance des limites, de savoir que le feu brûle, que le manque d'eau tue, que le machisme avilit, que la violence détruit, que le calcul politique et l'ambition corrompent, que trop de temps passé à exercer le pouvoir est malsain et peut devenir criminel.

Nous avons besoin de limites, déclare la théologienne et éco féministe brésilienne Ivone Guebara et je crois que cette connaissance des limites doit reposer sur l'amour mais aussi sur la rébellion et la désobéissance, avec toute la force de l'indignation née d'une éthique exigeante de respect de la vie, tout cela dont sont dépourvus les gouvernements du continent américain. Je ne sais pas s'il nous reste encore un peu de temps.

Peut-être le seul espoir réside-t-il dans nos corps qui possèdent une mémoire interne, dans notre capacité à évoluer, dans la réflexion personnelle et les interconnections relationnelles. Aujourd'hui la seule rébellion possible passe par le corps en liaison avec la nature, une alliance avec les autres espèces et tous les êtres vivants nés avec l'homme, devenus captifs de la rationalité du capitalisme patriarcal et écocide. Notre corps est imprégné de sensations et il peut transformer le sentiment d'être opprimé, immobilisé et terrorisé en une volonté de rébellion et une recherche de nouveaux horizons pour une terre convalescente. De cette douce terre, même brûlée à mort, couverte par les corps des arbres et des animaux sacrifiés, proviennent des cendres qui, dans la profonde douleur de nos êtres, engendrent une connexion vitale entre nos ressources intérieures : notre esprit, notre cœur, nos sentiments.

Ces sentiments que les grands prédateurs ne comprendront jamais.

`

Elisabeth PEREDO BELTRAN

Notes :

1. La Chiquitania est une région de savane tropicale située dans l'est de la Bolivie.
2. Eliane Brum est une journaliste, écrivaine et documentariste brésilienne.
3. Antonio Nobre est chercheur à l'Institut National Brésilien de Recherche sur l'Amazonie (INPA).

Courage ou démission

Pourquoi écrire… sinon pour dénoncer l'apathie honteuse des peuples abreuvés de discours mensongers et alarmistes, qui élisent et subissent, sans volonté d'opposition, des "hommes forts", voire, pour certains, des tartuffes ou des tyrans, imposant des régimes excluant toute vision européenne à un moment où celle-ci vacille sur ses fondements ?

Ému, par contre, de souvenirs de tristesse ou de joie, comme d'utopie partagée, à la lecture du dernier ouvrage de Laurent Gaudé *Nous, l'Europe banquet des peuples*, publié par Actes Sud.

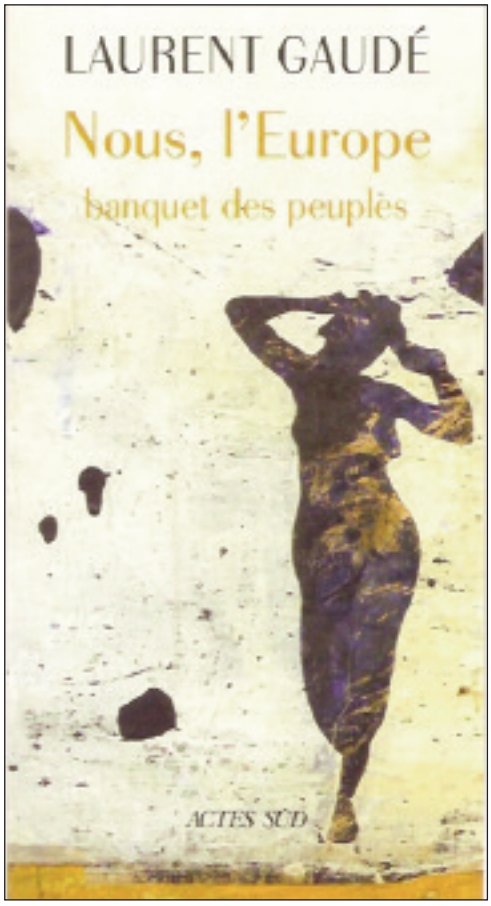
Singulier déjà de par son écriture en vers libres, rapportant en quelques chiffres de mémoire, allant du monde d'avant la révolution industrielle à l'utopie enthousiaste d'espoirs aux défaites jalonnant l'histoire de notre continent.

Des royaumes aux derniers découpages de frontières, de la mine à l'ère machiniste, de la colonisation aux empires, de la boucherie de 14/18 au fatal traité de Versailles. Du communisme au national-socialiste qui nous recouvrit d'un linceul de cendres à l'espoir nouveau et à la conscience de quelques uns qui voulurent en jeter les bases et la bâtir. À aujourd'hui, indiquant que «*chaque génération doit découvrir sa mission, la remplir ou la trahir*».

Courage ou démission… pour ne pas oublier que nous ne sommes pas seulement une foule d'individus sans but autre que de se laisser mener.

Ce livre devrait être lu et commenté dans nos écoles et lycées comme d'autres grands textes. Feuille de route d'un destin commun face à la colère devant tant d'injustice.

Et, sans paraphraser Sade :«*allons, citoyens encore un effort pour devenir européens*», suivant la plume ardente de Laurent Gaudé : bâtir l'Europe des différences, de la solidarité et de la liberté.



L'Europe, l'ancienne, celle d'un vieux monde bouleversé par la révolution industrielle, et l'Union européenne, belle utopie née sur les cendres de deux grandes guerres, sont l'alpha et l'oméga de ce texte en vers libres relatant un siècle et demi de constructions, d'affrontements, d'enthousiasmes, de défaites et d'espoirs.

À l'heure où certains doutent, où d'autres n'y croient plus, ce récit européen humaniste rappelle qu'une mémoire commune, même douloureuse, est un ferment d'avenir. C'est donc d'une plume ardente que Laurent Gaudé compose une épopée invitant à la réalisation d'une Europe des différences, de la solidarité et de la liberté.

Michel BUFFET

La pénurie volontaire

Notre monde va mal. Le constat est banal. Les sujets d'inquiétude sont multiples : réchauffement climatique, élévation du niveau des océans, disparition de la biodiversité, pollution des mers, des rivières et de l'air que nous respirons, épuisement des terres agricoles, envahissement par des déchets de toute nature, fin des ressources d'énergie fossiles.
Pour tenter d'y remédier, chacun propose ses propres recettes, en fonction de ses préoccupations et de ses intuitions. Mais il n'est pas rare que les remèdes préconisés se révèlent pires que le mal : en Allemagne, le renoncement au nucléaire a entraîné une augmentation des émissions de gaz carbonique dans l'atmosphère, et même celle de la radioactivité ambiante car le lignite utilisé comme combustible de substitution contient des poussières d'uranium radioactives.
Et les exemples de ce type sont nombreux.

*

Alors par où commencer ?
Je me suis déjà, à plusieurs reprises, exprimé dans les colonnes de *La Grande Relève* sur les questions énergétiques, personne ne s'étonnera donc que je persiste à leur donner une certaine priorité.
Des ressources énergétiques non polluantes et disponibles en abondance permettraient de dessaler l'eau de mer, de retraiter et de recycler les déchets de toute nature, de combattre l'aridité des sols agricoles, donc de limiter l'usage des engrais, des pesticides. Tout ceci au bénéfice des insectes, des oiseaux et des petits mammifères et donc de la biodiversité.
Mais ces propos restent incantatoires, tout le monde est bien d'accord sur la nécessité d'intervenir au plus vite, et pourtant, dans les faits, rien ne se passe. On continue à utiliser les combustibles fossiles à raison de 80 % des besoins mondiaux en énergie. On poursuit la prospection de gisements nouveaux, sachant qu'ils seront de plus en plus difficiles à exploiter, avec des procédés d'extraction de plus en plus polluants.
Dans le même temps, on entretient la crédulité du public en invoquant les énergies renouvelables, dont l'emblème est l'éolien. Même en restant très marginale dans l'ensemble des usages de l'énergie, l'industrie des aérogénérateurs a déjà dégradé de multiples sites et perturbé la vie quotidienne d'innombrables riverains. Au point de susciter des oppositions massives. C'est le cas en Allemagne, en Belgique et aux Pays-Bas, et dans beaucoup de régions françaises. Elle est très rentable pour les industriels en raison des conditions d'achat de l'électricité éolienne, très subventionnée, au moins en France. Or l'énergie utilisée dans le monde est toujours en grande majorité à base d'énergie fossile. Et elle ne cesse de croître en raison à la fois de l'expansion démographique et de l'élévation des niveaux de vie.
Malgré tous les discours, les émissions de gaz carbonique ont donc peu de chance de diminuer, et n'en déplaise aux climato-sceptiques, l'effet de serre jouera un rôle croissant. Rôle bénéfique, d'ailleurs, puisque sans lui la terre serait trop froide et inhabitable. Mais point trop n'en faut.

Les sceptiques ont beau jeu de mettre en avant les multiples fluctuations de la température terrestre au cours de sa longue histoire. Fluctuations dont l'espèce humaine, d'apparition récente, n'est évidemment pas responsable. Même si l'homo sapiens s'est depuis longtemps ingénié à maltraiter son environnement[1], il a mis des millénaires à atteindre son premier milliard sans avoir influencé beaucoup la température du globe. Mais quand la population mondiale croît à raison d'un milliard tous les dix ans, la situation n'est plus la même.
Alors on peut rester fataliste et attendre avec indifférence la suite des évènements, en confiant aux générations futures le soin de régler les problèmes. La terre en réchappera bien sûr, elle en a vu d'autres, mais l'humanité, ce n'est pas certain. Le dernier rapport du GIEC prévoit maintenant un réchauffement possible de 7°C d'ici la fin du siècle, ce qui rendrait inhabitable une bonne partie du globe.

J'avais déjà évoqué, avec d'autres, la transition énergétique dans un précédent article de *La Grande Relève*[2]. J'y constatais que, malgré les discours vertueux, la consommation mondiale des carburants fossiles ne diminuait pas, bien au contraire, avec les conséquences que cela implique sur l'effet de serre
Certes, en France, la Cour des Comptes s'en alarme au point de conseiller au gouvernement de relancer la taxe carbone. Recommandation qu'il négligera, probablement, car, comme le disait Ségolène Royal : on ne doit pas «*punir les usagers*».

Alors que faire ?
Faut-il se féliciter de la destruction partielle des installations pétrolières saoudiennes ?
— La conséquence en a été, en effet, immédiate : augmentation du prix du pétrole et donc baisse de la consommation. Si nous étions cohérents, on devrait s'en réjouir, mais on nous rassure tout de suite : les réserves françaises sont largement suffisantes pour tenir au moins trois mois, le temps de trouver d'autres fournisseurs et de continuer tranquillement à rejeter du CO_2.
Alors où est la cohérence des discours officiels ?
Puisqu'il nous faudra vivre un jour une pénurie inévitable de pétrole et de gaz, pourquoi ne pas commencer tout de suite ?
Les solutions fiscales destinées à réduire nos consommations, les seules que l'on nous propose, ont leurs limites : elles sont toujours inégalitaires car elles touchent plus les pauvres que les riches.
Pour être à la fois efficace et juste il faut donc imposer à tous les mêmes modalités de restriction.
Les Français ont connu cette situation dans les années 1940. À cette époque, la pénurie touchait à peu près toutes les formes de consommations, y compris l'énergie. La vie n'était pas confortable, mais la population a survécu à l'ampleur des privations. Pour y parvenir, la méthode a été simple, il a suffi de répartir équitablement entre les Français des tickets de rationnement, avec quelques modulations en fonction des âges. Le système était dans son principe tout à fait égalitaire, même s'il a engendré des pratiques douteuses comme le marché noir. Mais le but essentiel était atteint : limiter la consommation aux disponibilités du moment. Objectif qui correspondrait bien à notre exigence : s'affranchir le plus vite possible de notre dépendance aux énergies fossiles.

Créer la pénurie

Alors pourquoi ne pas essayer avec l'énergie, en établissant des quotas de consommation de combustible fossile à répartir également entre tous les habitants ?
Il suffirait de les diminuer tous les ans pour parvenir en quelques années à une valeur d'émission de CO_2 susceptible d'être recyclée par la nature, c'est à dire en premier lieu par les océans et la végétation.
En France, on estime la combustion des énergies fossiles à environ 125 MTEP, ce qui correspond approximativement à 4 TEP par ménage.
Il suffirait, la première année, d'attribuer à chacun des droits d'usage équivalents, et de les réduire de 5 à 10 % tous les ans pour arriver assez vite à la sobriété recherchée.
La réduction devra être assez faible pour laisser le temps à l'économie de s'adapter et suffisamment rapide pour aboutir à une diminution efficace des émissions de CO_2.
Dans la pratique des années d'occupation, la régulation était assurée par des carnets de tickets distribués chaque mois. À l'époque de l'informatique et des cartes à puces, d'autres moyens de contrôle moins contraignants et plus efficaces peuvent être mis en place. Le mécanisme n'est pas forcément simple, l'énergie ayant une part très variable selon les objets économiques qui vont l'utiliser. Entre un voyage en avion et un kg de pommes de terre, l'énergie consommée est difficilement comparable, mais les mécanismes d'évaluation devraient s'apparenter à la taxation sur la valeur ajoutée à laquelle nous sommes très habitués.

Reste que l'on risque un transfert de la demande vers d'autres sources d'énergie, l'électricité et les énergies renouvelables. Or la première est en France en majeure partie d'origine nucléaire, donc sans incidence sur l'effet de serre. Et les secondes sont, au moins pour certaines, de moins en moins bien acceptées par la population en raison de leur impact souvent très négatif sur l'environnement.
Autre difficulté encore plus délicate à résoudre : comment gérer les échanges internationaux de marchandises ou de services ? L'idéal serait, bien sûr, que la pénurie volontaire soit appliquée au niveau international, mais il faudrait l'assentiment de toutes les nations du monde, ce qui n'est pas vraisemblable à brève échéance.
À l'échelle européenne, on pourrait peut-être l'envisager, mais avant d'avoir mis d'accord tous les membres de la communauté, beaucoup de CO_2 se sera répandu dans l'atmosphère.

Quoi qu'on fasse, si on veut limiter la consommation mondiale d'énergie fossile, on sera obligé de passer par des mesures drastiques applicables aux échanges internationaux, par exemple des incitations économiques majeures dont une taxe carbone ne serait qu'un premier maillon.
Bien des détails resteront à régler, et la techno structure qui nous dirige a du pain sur la planche.

Une redistribution égalitaire

À l'époque des "gilets jaunes", la seule évocation d'une taxe carbone a suscité de nombreuses réserves et, en particulier, celle d'aggraver les inégalités. Les plus aisés n'auront en effet guère de problème pour y faire face, alors que les moins riches verront leur niveau de vie amputé. Pour faire accepter cette taxe, le gouvernement est obligé de mettre en place des mesures compensatoires qui deviennent rapidement complexes et ne parviennent jamais à répondre à toutes les situations.

Le système de quotas, en revanche, s'il est égalitaire dans son principe ne tient aucun compte de la disparité des besoins. Appliqué avec rigueur, il y aura des excédents de droits à l'énergie fossile chez les uns et des manques chez d'autres. Situation qui, dans un marché libre, engendrera inévitablement la pratique du marché noir, ce qui n'est pas satisfaisant. Mais l'interdire perturbera trop brutalement certains circuits économiques, au risque de créer des bouleversements que la société serait incapable d'accepter.
Ce serait, par exemple, le cas des transports aériens. Un vol long-courrier absorberait une part importante du quota individuel accordé à chaque voyageur. L'aviation du futur devra utiliser d'autres combustibles que les fossiles, mais il est peu probable que la technologie évolue assez vite pour être efficace à court terme.

L'hydrogène sera peut-être un recours, à condition de savoir le produire et le stocker dans des conditions satisfaisantes, ce qui est encore loin d'être le cas.
On sera donc contraint d'accepter de transférer un partie des quotas d'énergie excédentaires chez les uns vers ceux qui en manqueraient.
Mais pour éviter les mouvements spéculatifs, il est impératif que ces transferts soient maîtrisés par un organisme public, pour éviter les spéculations ; maîtrise qui suppose une gestion informatique efficace, dont on peut penser qu'elle est déjà à notre portée.
Ce marché encadré des quotas individuels excédentaires les transfèrerait en majorité des plus pauvres, faibles consommateurs, vers les plus riches, forts consommateurs. Avec à l'inverse un transfert monétaire des plus riches vers les plus pauvres, d'où un effet re-distributeur qui s'apparenterait dans une certaine mesure à une première amorce d'un revenu universel. La répartition des quotas individuels étant strictement égalitaire, ils constitueraient une sorte de monnaie complémentaire également répartie entre tous.
Mais il ne faut pas se leurrer, l'usage de l'énergie étant réparti sur une multiplicité de secteurs économiques, l'instauration d'un tel quota global sera difficile, même si sa réduction est assez lente pour rester applicable.
De toute manière, on n'a guère le choix. Quelle que soit la méthode retenue pour diminuer le recours aux combustibles fossiles, le résultat sera le même sur l'économie. Alors, autant mettre en place une solution qui le garantisse. Et la pénurie volontaire est probablement la plus sûre

Une stimulation inventive

Si on se reporte à la période de l'occupation pendant la guerre de 39-45, l'obligation de faire face à la pénurie a suscité nombre d'expédients dont certains furent très inventifs. J'ai souvenir, entre autres, d'un réchaud à papier utilisant des vieux journaux, confectionné avec deux boites de conserves et du fil de fer, et de mon émerveillement à le voir fonctionner. Or les moyens techniques de l'époque étaient extrêmement limités par rapport à ceux dont nous disposons !

Nous avons besoin de substituts aux énergies fossiles, c'est une certitude. Si les énergies renouvelables sont dans tous les esprits, les recherches et les expérimentations sont encore timides et peu diversifiées. Il est tellement plus simple d'exploiter jusqu'à l'épuisement total toutes les ressources fossiles encore existantes…
On peut espérer que la pénurie volontaire mobilisera suffisamment de chercheurs pour faire émerger des sources énergétiques renouvelables plus efficaces et moins dégradantes pour l'environnement que celles qui nous sont actuellement proposées. Il nous suffirait de récupérer une petite fraction de ce que le soleil nous apporte en permanence. La dix millième partie de cet apport solaire suffirait à répondre à nos besoins mondiaux. Mais cette exposition au soleil est sur la terre

ferme très diffuse et intermittente, d'où la difficulté d'en faire usage.
On devra probablement se tourner davantage vers la mer et les océans qui reçoivent la majeure partie de ce rayonnement. Le soleil y engendre des mouvements massifs de fluides que l'on pourrait utiliser à des fins énergétiques, à condition de mettre au point les techniques adéquates.
Mais les visions à long terme sont incompatibles avec la recherche d'un profit immédiat, alors, dans le monde actuel, les motivations pour mettre au point des invenions nouvelles et efficaces sont faibles.

Une bouteille à la mer

Parviendrons-nous à les faire émerger ?
C'est une question qui risque de rester sans réponse. Installer la pénurie, dans quelque domaine que ce soit, est tellement étranger à l'idéal consumériste sur lequel fonctionne notre société que l'idée aboutira difficilement. Promouvoir la pénurie comme solution d'avenir aura, c'est à craindre, du mal à dépasser l'audience de *La Grande Relève* !
Utopique comme le fut en son temps l'économie distributive, la pénurie volontaire sera immédiatement rejetée par un pouvoir politique trop dépendant des grandes puissances économiques.
Alors, soyons sans illusion. La survie de l'humanité n'est pas possible sans une prise de conscience universelle… que la génération au pouvoir aura du mal à entrevoir.

En ce qui me concerne, cette idée n'est qu'une sorte de bouteille à la mer que je lance au hasard, avec la crainte qu'elle ne se brise irrémédiablement sur les récifs abrupts du libéralisme.
À moins qu'une adolescente, perspicace et volontaire, soupçonnée déjà d'être manipulée par les ennemis du capitalisme, ne parvienne à rassembler autour de cette idée toutes les jeunesses du monde.
L'heure n'est plus à brûler sur un bûcher les jeunes filles inspirées, mais il y a tellement d'autres moyens de les faire taire.

Michel BERGER

Notes
1. Voir Harari, *21 Leçons pour le 21ème siècle*, en particulier le chapitre sur le déluge.
2. *La transition énergétique*, dans *La Grande Relève* N° 1210.

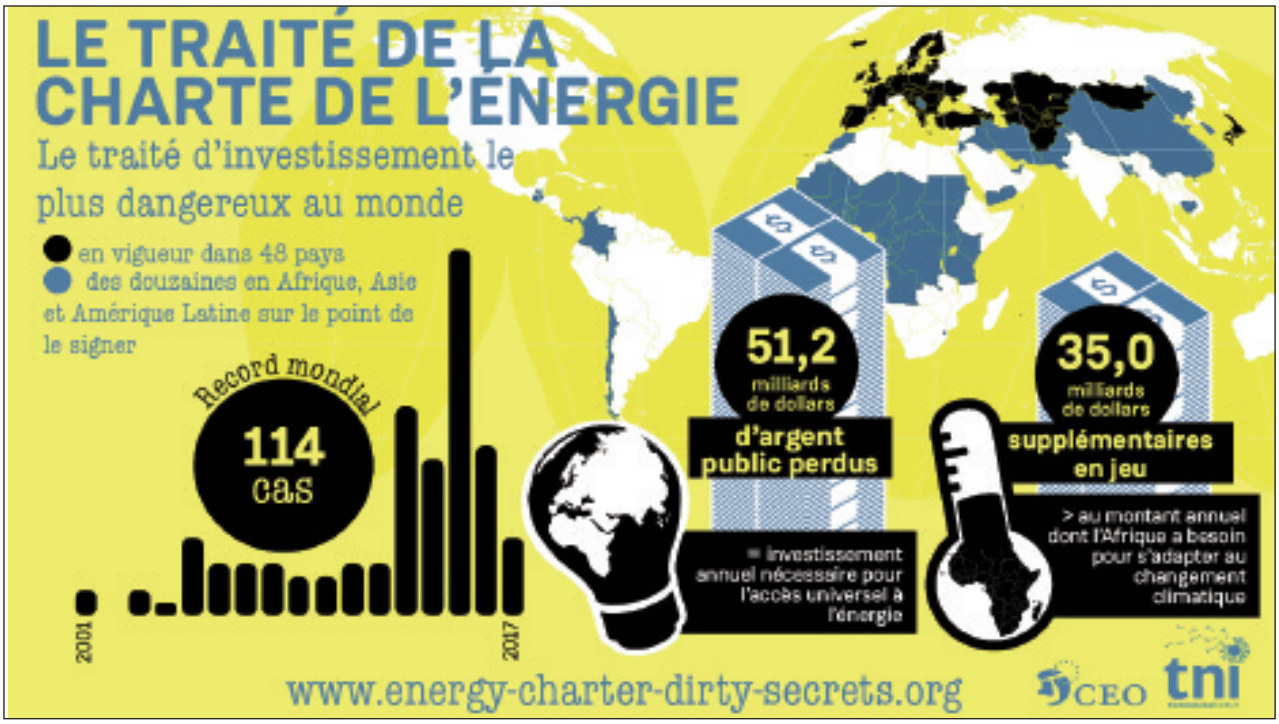
Les accords de commerce privent les États des moyens nécessaires pour réguler la finance

Dix ans après la crise de 2008, nous ne sommes toujours pas à l'abri d'une nouvelle crise financière. Or le CETA et les autres accords de commerce en préparation (JEFTA, TTIP, Brexit) **risquent d'aggraver la situation**. L'Union européenne multiplie en effet les accords de commerce afin de **donner des facilités aux services financiers** dont les pays européens sont les premiers exportateurs.

Avec ces accords, **les États consentent à limiter leur capacité d'intervenir pour renforcer la stabilité financière**, par exemple à pouvoir utiliser certains outils pour limiter la taille du bilan des banques, lutter contre la spéculation, encadrer voire interdire certains produits ou acteurs financiers.

Mais ce n'est pas tout. Ces accords sont "vivants", c'est-à-dire qu'ils créent un ensemble de comités qui disposeront d'**un droit de regard sur les règles existantes et les projets de loi**, avec la participation des industriels. Concrètement, grâce au CETA, les lobbies seront consultés avant les élus pour édulcorer, voire mettre en échec les projets de réglementation. Et cela, ils l'ont bien compris (sans parler des tribunaux arbitraux).

Ces accords risquent donc de fragiliser la réglementation existante, et pire encore, la capacité des États de réguler à l'avenir. **En les signant, les gouvernements consentent à se priver des moyens nécessaires pour prévenir ou contenir la prochaine crise financière** !



Au nom du climat, les pays de l'UE doivent quitter le traité sur la Charte de l'énergie

À l'occasion d'une réunion des ministres européens de l'énergie, 19 organisations de la société civile, parmi lesquels l'Aitec, Attac France, les Amis de la Terre France ou le CCFD-Terre Solidaire, ont appelé les États membres de l'UE à quitter le traité de la Charte de l'énergie.

Initié dans les années 1990, longtemps laissé dans l'oubli, ce traité, qui regroupe plus d'une cinquantaine d'États, est aujourd'hui utilisé par les multinationales de l'énergie pour attaquer les pouvoirs publics lorsque ces derniers prennent des mesures, notamment en matière de transition énergétique, qui contreviennent à leurs intérêts.

Ainsi, parmi des dizaines de cas, l'entreprise suédoise Vattenfall poursuit l'Allemagne pour sa décision d'abandonner le nucléaire, l'entreprise allemande Uniper poursuit les Pays-Bas pour sa décision de fermer des centrales à charbon ou encore l'entreprise britannique Rockhoppeer s'en prend à l'Italie, suite à son moratoire sur les forages offshore.

Dans cette lettre, les 19 organisations de la société civile accusent ce traité de protéger les intérêts de l'industrie des multinationales de l'énergie, notamment celles des énergies fossiles, et donc d'aller à l'encontre des objectifs de lutte contre les dérèglements climatiques.

La Commission a obtenu du Conseil en juillet dernier UN MANDAT DE RENÉGOCIATION du traité et des négociations visant à le "moderniser" pourraient débuter en décembre.

Pour les ONG signataires, abandonner ce traité si déséquilibré est une voie plus sûre et plus efficace que la modernisation d'un traité suranné, qui va prendre des années.

Le résumé en français du rapport *Un traité pour les gouverner tous* a été publié par le Corporate Europe Observatory (CEO) et Transnational Institute (TNI) en juin 2018.

Festival du film engagé

8 projections - 8 débats - 4 salles - entrée libre (corbeille**)**

Le 15 novembre (19 h 45) à Lauw, s. St Eloi, 45 rue principale :
En guerre, de Stéphane Brize, débat avec Maxime Renahy.

Le 16/11 (à 19 h 45) à Oberbruck, Foyer communal, rue du Buhl :
Dis-leur que j'existe, de Manue Bosset,
débat avec des représentants de l'ACAT-Thann & Mulhouse,

Le 17/11 (à 16 h) à Oberbruck, Foyer communal, rue du Buhl :
Nul homme n'est une île, de Dominique Marchais,

Le 19/11 (à 19 h 45) à Schweighouse-Thann, Salle des fêtes, rue du Pont d'Aspach :
J'veux du soleil, de François Ruffin,

Le 21/11 (à 19 h 45) à St Amarin, Salle du CAP, Place des diables bleus:
De retour d'une mission en Palestine…Lettre au Président de la République,
documentaire produit par l'AFPS678 et Invidia productions

Le 22/11 (à 19 h 45) à St Amarin, Salle du CAP, Place des diables bleus :
Nucléaire, l'impasse française, de Patrick Benquet,
débat avec le réalisateur & Danièle Cour de la CRIIRAD

Le 23/11 (à 16 h) à St Amarin, Salle du CAP, Place des diables bleus :
Jour de paye, de Christian Tod (sous-titré)

Et le 24/11 (à 16 h) à St Amarin, Salle du CAP, Place des diables bleus :
L'Homme a mangé la Terre, de Jean-Robert Viallet,
débat avec Maurice Wintz, vice-Président d'Alsace Nature.

le déblog' de Dédé :

L'homme qui valait cent milliards

Nous sommes dans le bureau d'un créateur d'emploi français dont nous tairons le nom car lui aussi a droit à la vie privée. Nous l'appellerons donc par ses initiales B.A.

Le téléphone sonne. La voix de la secrétaire résonne dans la pièce :

La secrétaire : — Monsieur le Président ?
B.A. — Oui, Catherine ?
La secrétaire : — Le Président de la République souhaite vous féliciter.
B.A. — Faites-le patienter, je le prendrai plus tard. Passez-moi mon banquier.

Dix secondes plus tard

Le banquier — Mes respects Monsieur le Président ! Nous avons franchi les 100 milliards d'euros !
B.A. — Je sais Dupognon, je lis les journaux ! Mais y a pas que le fric dans la vie !
Le banquier — Certes, Monsieur le Président ! C'est ce que je dis tous les jours à mes employés !
B.A. — Il y a aussi les œuvres d'art qui augmentent tous les jours...
On m'a dit que mon challenger F.P. est en train de monter une combine pour tenter de me rattrapper ?
Le banquier — Oui, j'ai eu vent de quelque chose au dernier dîner du Siècle, mais à mon avis il n'a aucune chance de vous passer devant...
B.A. — C'est une usine en Ethiopie pour fabriquer sa camelote de luxe, non ? Bon, c'est toujours intéressant de rogner sur les salaires, mais comme on approche de zéro, il va falloir trouver autre chose pour continuer à progresser ! À moins que Trump arrive à nous ouvrir la Corée du Nord pour passer à la main-d'oeuvre éternellement gratuite ? Mais ce serait trop beau de refaire le coup de la Chine communiste qui s'ouvre au monde libre ! On ne peut pas se payer un Tien an men tous les ans !
Le banquier — Si je puis me permettre, Monsieur le Président, ce pauvre F.P., est toujours en retard d'un train ! D'ailleurs il continue de s'enfoncer dans les profondeurs du classement ! 29 milliards d'euros contre 100 pour vous, y a pas photo, sauf votre respect !
B.A. — Mon bon Dupognon, je vous croyais plus perspicace ! Il suffit d'un coup heureux à la Bourse, d'un plan de licenciement bien mené, suivi d'une belle délocalisation, de l'achat d'un tocard qui se révèle un pur sang mal managé pour qu'il triple ses gains en un an et me passe devant ! Rappelez-vous ! J'étais à 30 milliards en 2016, 100 milliards aujourd'hui en 2019, alors vous voyez qu'il ne faut pas s'endormir, jamais ! J'ai acheté des journaux avec leur petit personnel pour être sûr de ne lire dedans que des nouvelles qui ne gâtent pas ma digestion, j'ai aidé le petit banquier à monter sur le trône, mais je n'ai pas vu venir les Gilets Jaunes !
Le banquier — Personne n'a vu venir les Gilets Jaunes Monsieur le Président ! Ces têtes de mule de Français sont décidément indécrottables, avec leur manie de l'égalité et de la justice sociale ! Ils n'arrivent pas à se mettre dans la tête que l'argent va à ceux qui savent en faire bon usage, et que ceux qui en gagnent méritent l'amour et la reconnaissance de la Nation ! Ou il faudra rétablir le tir à balles réelles et le bagne de Cayenne pour leur apprendre le respect ?
B.A.— Très juste, Dupognon, vous savez trouver les bons arguments, comme toujours ! (*appelant sa secrétaire*)
Catherine, il est toujours à l'appareil, le Président ? Passez-le moi, j'ai des suggestions à lui faire pour la surveillance des réseaux sociaux et pour le rétablissement de l'ordre républicain sur le territoire national !

Nous ne saurions trop suggérer à nos lecteurs de faire le plus possible découvrir La Grande Relève à leurs proches, d'abord pour les aider à réfléchir, et puis pour les inciter à s'abonner.

S'abonner est en effet le meilleur moyen de soutenir ce journal qui, écrit et mis en pages par des bénévoles, ne vit que grâce à ses abonnés, sans publicités payantes et sans la moindre subvention.

Merci à nos abonnés de nous économiser des frais de rappel en surveillant la date d'échéance de leur abonnement : nous l'indiquons sur l'étiquette à leur nom qui est collée sur les enveloppes d'expédition. Quand l'échéance est passée, nous l'imprimons plus gros, mais nous poursuivons l'abonnement plusieurs mois avant d'envoyer une lettre de rappel.

SOUSCRIPTION PERMANENTE

POUR QUE VIVE LA GRANDE RELEVE

G. Guibert 6 - R. Cazilhac 3 - J. Éveillé 6 - A. Voisin 3 - R. Poquet 73 - D. Barreau 3 - D. et A. Walter 8 - R. Labesse 33 - S. Ghenai 23 - K. Chedorge 10 A. Stourm 3. Total 171 euros ***Merci à tous !***

C'est grâce à cette souscription que nous pouvons poursuivre la publication du journal sans en augmenter le prix, et en faire le service gratuit à des personnes qui n'ont pas les moyens d'en payer l'abonnement, mais qui tiennent à le lire et à le diffuser.

Nos abonnés n'ont pas eu leur journal en septembre parce que cette année plusieurs de nos habituels rédacteurs ont prolongé leurs vacances. Comme ils sont tous bénévoles, on ne peut pas leur en vouloir ! Alors nous prolongerons d'un mois tous les abonnements en cours… avec nos excuses.

TARIFS D'ABONNEMENT (11 numéros par an)

France, *régime intérieur pour la Poste*. . . . . .27 euros.
(soutien : *pour exemplaire en plus, chaque mois, +18 euros par an)*
DOM . . . . . .30 euros.
TOM . . . .32 euros.
INTERNATIONAL, *suivant les zones redéfinies par la Poste :*
Zones 1 et 2 (pays européens) 32 euros.
Zones 3 et 4 (autres pays) 34 euros.

RÈGLEMENTS :

par chèque bancaire ou postal, établi à l'ordre de
La Grande Relève
et envoyé
88 Bd Carnot
78110 Le Vésinet France
N° de compte à la banque postale 1340239M020
IBAN : FR10 2004 1000 0113 4023 9M02 016
BIC : PSSTFRPPPAR

• JE PROLONGE MON ABONNEMENT À *LA GRANDE RELÈVE* POUR.....
• JE M'ABONNE À ..... EXEMPLAIRE(S) MENSUEL(S) À PARTIR DU N° .....
ET VOICI COMMENT RÉDIGER MON ADRESSE *(merci d'écrire en majuscules bien lisibles)* :
M. Mme, ou Melle, prénom, nom : .....
immeuble (éventuellement) : .....
N° et voie : .....
code postal et commune : ..... *pays*.....
• JE COMMANDE LES OUVRAGES SUIVANTS : .....
.....
.....
POUR CELA, J'ENVOIE LA SOMME DE .....euros
PAR CHÈQUE N°..... *(préciser la banque)* : .....
DATE : SIGNATURE :

CE QUE NOUS PROPOSONS :

En résumé, nous affirmons qu'il faut rendre financièrement possible ce qui est utile, souhaitable, matériellement et écologiquement réalisable, et à cette fin, remplacer la monnaie actuelle par une monnaie qui ne circule pas donc qui ne puisse pas être "placée" pour "rapporter". Une telle monnaie, émise par une institution publique, est un pouvoir d'achat qui s'annule quand on l'utilise, mais laisse au consommateur la liberté de ses choix.

Masse monétaire et production sont ainsi créées et détruites au même rythme, ce sont deux flux permanents qui s'équilibrent. Les citoyens en définissent l'intensité en décidant démocratiquement, à l'échelle appropriée, ce qui sera produit, dans quelles conditions, et l'importance relative des parts à faire dans la masse monétaire pour financer la production, pour assurer les services publics (car impôts et taxes n'existent plus) et pour verser à chacun un revenu garanti qui permette à tous de vivre libres et de recevoir leur part d'usufruit de notre héritage commun.

Ainsi les décisions prises n'ont plus de retombées financières personnelles, l'intérêt général prévaut enfin sur l'intérêt particulier et la démocratie peut devenir réalité.

LECTURES POUR APPROFONDIR :

- ***JACQUES DUBOIN***

Extraits choisis dans son œuvre (3 euros).

Aujourd'hui introuvables, plusieurs de ses livres ont été numérisés et leur texte intégral est disponible gratuitement sur notre site internet.

- ***ET SI ON CHANGEAIT ?***

Bande dessinée par J.VIGNES-ELIE (4 euros).

- ***LES AFFRANCHIS DE L'AN 2000***

Un roman de M-L DUBOIN qui, à l'aide d'exemples, explique les mécanismes de l'économie distributive et montre ce qu'elle apporte à la société (épuisé).

- ***MAIS OÙ VA L'ARGENT ?***

l'étude, par M-L Duboin, de la façon dont la monnaie est devenue cette monnaie de dette qui empêche toute véritable démocratie, suivie de propositions pour évoluer (éd. du Sextant, 240 pages, épuisé).

- D'anciens numéros et un résumé (4 pages A4) de nos propositions sont disponibles (3 euros chacun).
- *Les prix indiqués incluent les frais d'envoi.*
- *Épuisés sur papier, des textes et des livres sont téléchargeables sur notre site internet.*

La Grande Relève

Fondé en 1935 par Jacques DUBOIN

Direction et mise en pages : Marie-Louise DUBOIN

Rédaction : les abonnés qui le souhaitent, tous bénévoles.

Les manuscrits sont choisis par le comité de lecture et ne sont pas retournés.

Imprimé par la Scop Imprimerie de Ruffié

(certifiée ISO 14001 et labélisée Imprim'Vert et Print Environnement, impression avec encre végétale sur papiers recyclés ou PEFC, sans alcool)

Adresse postale : 88 Boulevard Carnot 78110 Le Vésinet

Adresse électronique : grande.releve.net@wanadoo.fr

Site internet : http://www.economiedistributive.fr

(Tarifs et bulletin d'abonnement sont au dos de cette page)